



ÉLEVAGE INDUSTRIEL: DANGER!

L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL MENACE LES PAYSANS DU SUD

Les différents systèmes d'élevage occupent 30 % de la surface terrestre, produisent plus de 33 % des protéines consommées dans le monde et mobilisent près de 1,3 milliards de personnes, dont plus de la moitié sont des petits producteurs. Les éleveurs s'appuient sur une grande variété de potentiels et de savoir-faire, mais ils ne font pas tous face aux mêmes contraintes ni aux mêmes débouchés et l'intensification des systèmes d'élevage n'est pas sans conséquences sur la concentration des marchés dans les chaînes d'approvisionnement agricoles, l'utilisation des terres et la santé.

Les éleveurs du Sud sont soumis à une pression grandissante de la part des systèmes basés sur des modèles intensifs et intégrés, ils font face à la concurrence des produits importés (lait, poulets...) et sont confrontés à une nouvelle menace : l'arrivée de systèmes d'élevage industriels aux abords des grandes villes.

1. Une cohabitation inégale entre 2 systèmes d'élevage

L'élevage s'inscrit dans un large éventail de systèmes qui ne font pas face aux mêmes risques et ne jouissent pas des mêmes débouchés économiques. Les fortes variations en termes de degrés d'intégration dans les marchés et de niveaux de dépendance à l'égard des intrants, sont des éléments différentiels déterminants entre les 2 principales catégories d'élevage. Leurs différences sont également notables en termes d'impacts sur l'environnement et de sécurité alimentaire des pays du Sud.

L'élevage paysan¹, qui permet de préserver un mode de production à taille humaine, garant d'un ancrage territorial et d'une résilience de l'activité, est fondamental dans les pays du Sud. Il est source de revenus et représente une trésorerie importante pour les familles paysannes. Son rôle multifonctionnel (force de traction, production de fumier, valorisation des résidus de récoltes...) et son impact réduit sur l'environnement en raison d'un faible usage d'intrants font également de lui un système résilient et durable.

L'élevage intensif et intégré est un système à croissance rapide et rendements élevés, très consommateur d'intrants, qui dépend fortement des énergies fossiles pour sa production, sa transformation et sa commercialisation. La consommation de céréales de façon systématique et massive est notamment un problème majeur de l'élevage intégré. Dans les pays en développement, il est souvent la cause de graves dégâts pour l'environnement, en particulier lorsque les usines de traitement de lait et de viande sont concentrées autour des grandes villes ou à proximité d'importantes ressources hydriques². Par ailleurs, la FAO et l'OMS estiment, depuis l'épidémie de grippe aviaire en 2002, que la concentration de production animale dans des zones restreintes génère des risques sanitaires importants pour les animaux et les humains et que « l'élevage industriel réunit aujourd'hui des conditions exceptionnelles d'un point de vue épidémiologique, qui pourraient constituer une menace ».

Aujourd'hui, pour garantir la sécurité alimentaire sur les produits d'origine animale, dans une situation à la fois de forte pression sur les ressources naturelles, de croissance démographique et de variabilité climatique progressive, les politiques publiques se doivent de privilégier et soutenir des systèmes durables, résilients et capables de produire de la nourriture de qualité.

¹ L'élevage paysan comprend le pastoralisme et les petits élevages mixtes de porcs, volailles, etc.

² L'élevage industriel nécessite 4 fois plus d'eau que l'élevage paysan (FAO-Steinfeld_2010)

SAUVONS L'ÉLEVAGE PAYSAN DANS LES PAYS DU SUD !



2. Des importations qui mettent en danger les éleveurs du Sud

Comme beaucoup de secteurs de l'agriculture, l'élevage a subi d'importants changements au cours des vingt dernières années. La croissance démographique des pays du Sud et la prolifération des accords de libre-échange, ont provoqué une forte augmentation du commerce international des produits de l'élevage. Les importations de viande à bas prix ont inondé les marchés des pays du Sud et, bien que dans beaucoup de ces pays les petits éleveurs assurent jusqu'à un tiers de la production économique nationale, ils ne reçoivent que très peu de soutien public pour résister à ces importations. De nombreux paysans africains ont ainsi perdu leur gagne-pain, quand l'Union européenne a déversé chez eux sa poudre de lait, puis ses découpes de poulet de mauvaise qualité. Des milliers de petits producteurs de poulet ont fait faillite durant la « crise du poulet » en 2000 aux Philippines, quand d'énormes quantités de volailles bon marché ont été importées des États-Unis. En Amérique Latine, c'est l'entrée en vigueur du Traité de Libre Echange avec les États-Unis qui a considérablement affaibli la filière laitière.

Les conséquences de ces importations massives à bas prix sur les marchés des pays en développement sont désastreuses pour les éleveurs paysans, qui doivent déjà faire face à de nombreuses contraintes entravant leur développement.



©ymgerman-Fotolia

Lait local VS lait importé

Dans beaucoup de pays du Sud, les importations de lait en poudre ont explosé au cours des dernières décennies pour répondre à la demande croissante de produits laitiers, notamment de la part des consommateurs urbains³. Une industrie laitière s'est ainsi développée, utilisant cette poudre de lait plutôt que le lait local. Même les unités de transformation locales utilisent régulièrement le lait en poudre pendant la saison sèche pour faire face à la demande. Sur les principaux marchés ouest-africains tels que le Nigeria, plus de la moitié de la demande est satisfaite par des importations directes, tandis que 75 % des produits laitiers et des produits alimentaires transformés à base de lait, fabriqués au Nigeria, dépendent presque entièrement du lait en poudre importé⁴.

Plusieurs raisons expliquent cette préférence pour le lait importé : le prix élevé du lait local (les coûts de collecte étant eux-mêmes très élevés), sa production saisonnière, des conditions sanitaires inégales au niveau de la production, de trop longues distances entre les principales zones de production et les centres urbains, etc. Par ailleurs, beaucoup de consommateurs urbains des pays du Sud préfèrent acheter des produits laitiers qui ont été fabriqués avec du lait en poudre importé, car ils sont plus accessibles, moins chers et semblent répondre à des normes sanitaires plus strictes.

Les filières laitières locales et issues de l'importation s'affrontent donc dans une concurrence inégale plus qu'elles ne sont complémentaires, et cette concurrence a un coût important. En 20 ans le déficit commercial en ce qui concerne les produits laitiers s'est creusé de 200 millions d'euros pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Mais le coût des importations à bas prix ne s'arrête pas là ; celles-ci pèsent également très fortement sur la baisse des prix des produits nationaux. Or le prix des produits agricoles constitue l'incitation à l'investissement la plus importante et la plus facile à mettre en œuvre dans les pays en développement. Ces importations à bas prix sont donc un frein supplémentaire au développement des filières agricoles, et plus largement de l'ensemble de l'économie nationale.

3. D'après l'analyse de l'OCDE/FAO dans « Agricultural Outlook 2012-2021 », la demande exponentielle des consommateurs africains pour des produits laitiers, augmente deux fois plus vite que l'offre.

4. USDA, GAIN Report_2012

SAUVONS L'ÉLEVAGE PAYSAN DANS LES PAYS DU SUD !





APE : un accord de paupérisation économique

Jusqu'à maintenant, l'Afrique de l'Ouest peut exporter librement ses productions vers le marché européen. En revanche, les Etats ouest-africains conservent la possibilité de taxer les importations venant d'Europe. A travers des accords de partenariat économiques (APE) L'Union européenne exige désormais la réciprocité : pour continuer à bénéficier du traitement préférentiel européen, l'Afrique de l'Ouest devra supprimer ses droits de douane sur 82% des importations d'origine européenne.

Alors qu'en Afrique de l'Ouest les initiatives se multiplient pour développer les filières « lait local », l'APE entraverait ces efforts. Il supprimerait à moyen terme les droits de douane sur les importations de lait en poudre européen, vendu à bas prix grâce aux subventions de la Politique agricole commune. Il est vrai qu'aujourd'hui ces droits sont faibles (5%) mais l'APE interdirait de les rétablir et de les augmenter à l'avenir. Or grâce à la mobilisation des mouvements d'éleveurs, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a finalement reconnu, en novembre 2015, « l'importance et la nécessité à terme de réviser la politique tarifaire sur la poudre de lait importée », à l'exemple de l'Afrique de l'Est où la taxation de la poudre de lait à 60% lui a permis de devenir quasi-autosuffisante en produits laitiers. Si l'APE était conclu, l'Afrique de l'Ouest ne pourrait plus taxer à terme l'importation de poudre de lait et cela mettrait en concurrence la production laitière européenne qui recherche des débouchés et la production locale : les producteurs et productrices africaines perdraient à terme leurs moyens de subsistance.

3. L'émergence de systèmes industriels au Sud

Dans de nombreuses régions en développement, la production animale s'est de plus en plus déplacée, des bovins et autres ruminants nourris à l'herbe et au fourrage, vers des porcins et de la volaille engraisés avec des aliments concentrés. Cette nouvelle production s'est développée sous forme de grands élevages industriels de porcins et de volailles situés dans les villes et leurs environs, où il est possible de se procurer des aliments du bétail bon marché et de trouver des débouchés adéquats pour la commercialisation de viande et d'œufs. En Asie où la croissance a été la plus forte, la production industrielle à grande échelle compte pour 80 % de la croissance totale de la production animale depuis 1990⁵.

Le secteur de l'aviculture notamment, continue à se développer et à s'industrialiser dans de nombreuses régions du Sud. Le développement et le transfert des technologies de l'alimentation animale, de l'abattage et du conditionnement ont augmenté la sécurité et l'efficacité de la production avicole, mais ont favorisé le développement des unités de grande taille aux dépens des petites exploitations. Cette évolution a conduit l'industrie avicole et celle des aliments pour volailles à croître rapidement en taille, à se concentrer à proximité des sources d'intrants ou des marchés finaux, et à opter pour une intégration verticale.

Cette réforme structurelle se manifeste notamment par l'évolution de l'agriculture contractuelle dans l'élevage des poulets de chair, qui permet aux éleveurs avec des

unités de taille moyenne, d'accéder à une technologie de pointe avec un investissement initial relativement bas, mais qui dans certains cas, peut aussi présenter des risques importants pour l'éleveur : endettement, perte d'autonomie, passage à des pratiques d'élevage non durables, rapports de force déséquilibrés...



La ferme aux 400 000 volailles

Le groupe mauricien Kalyan Agrovet Investments a lancé l'an dernier **au Togo** les travaux d'aménagement d'un centre avicole commercial intégré à Badja (à 40 km au nord de Lomé), avec l'accord du chef de l'État, du gouvernement, des élus et des chefs traditionnels locaux. Et pour cause : Kalyan a investi 12 millions de dollars pour la construction d'une ferme de production de poulets de chair et de pondeuses (capacité de 400 000 volailles), d'une éclosérie (240 000 poussins), d'une unité d'abattage et d'une provenderie (unité de production d'alimentation animale). Sans oublier la mise en culture de 1000 ha de maïs et autres céréales pour l'alimentation des différents élevages, ni la transformation des résidus et du fumier, qui pourront être utilisés comme engrais organique.

Le groupe vise une production annuelle de 24 millions d'œufs et de 4 000 à 4 500 tonnes de viande de volaille prête à consommer d'ici cinq ans, lorsque les unités seront en pleine activité.

Sources : article Jeune Afrique - Déc 2015



5. Source : Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2006-2015

4. Des solutions pour retrouver l'équilibre

Si on veut assurer la sécurité alimentaire des populations du Sud, favoriser la création d'emplois en milieu rural et éviter une croissance effrénée des villes, il est essentiel de soutenir les capacités de production et d'échange des paysans et petits éleveurs du Sud.

Il s'agit surtout de rééquilibrer et reconnaître la part que chacun de ces systèmes d'élevage, en particulier l'élevage paysan, peut avoir pour contribuer à relever les défis du 21^e siècle. Et pour qu'il puisse assurer pleinement son rôle dans le développement et la lutte contre la pauvreté, celui-ci a besoin de politiques de soutien plus efficaces, d'investissements adaptés et conséquents, de meilleures infrastructures et de technologies adaptées.

Quand il est soutenu et valorisé, l'élevage paysan peut répondre au triple défi : sécurité alimentaire, emploi et lutte contre le changement climatique. Et à travers ses projets d'appui aux organisations d'éleveurs du Sud, AVSF leur permet de répondre à ces défis :

AVSF soutient depuis 2004 **les populations mongoles** semi-nomades pour contribuer à la durabilité environnementale et la rentabilité économique de l'élevage pastoral. Il s'agit également d'augmenter la résilience des éleveurs face aux aléas et risques climatiques. AVSF et ses partenaires locaux - fédérations et coopératives d'éleveurs - travaillent principalement sur l'amélioration des dispositifs de santé animale et des pratiques d'élevage pour en augmenter la productivité. AVSF a notamment créé des Fédérations d'Éleveurs dans les provinces de l'Arkhangai (plus de 850 éleveurs) et de Bayankhongor, qui visent à prendre en charge des services de santé animale et de conseil zootechnique. AVSF a également développé des filières pour la commercialisation de produits animaux de qualité reconnue sur le marché national (viande, lait) et international (fibres de yak et cachemire). Ainsi, les 120 familles de la Coopérative des Éleveurs de Yak des Montagnes du Khangai, créée avec l'aide d'AVSF, exportent d'importantes quantités de duvet de yak vers l'Europe et l'Amérique du Nord. En parallèle, les Fédérations, accompagnées par AVSF pour améliorer leur capacité à défendre les intérêts de leurs membres auprès des décideurs, animent les groupes d'éleveurs pour parvenir à une utilisation durable et collective des ressources naturelles en eau et en pâturages.



SAUVONS L'ÉLEVAGE PAYSAN DANS LES PAYS DU SUD !



Au Sénégal, AVSF soutient les éleveurs et les pasteurs de la région de Vélingara depuis 20 ans pour améliorer et augmenter la production laitière. Grâce à la mise en place et au stockage de cultures fourragères, les animaux sont nourris toute l'année avec un fourrage de qualité. Des règles strictes ont été établies sur les bonnes pratiques d'hygiène, depuis la traite jusqu'à la collecte et au transport du lait. La formation d'auxiliaires vétérinaires permet aujourd'hui de fournir un service de santé animale de proximité et d'organiser les campagnes de vaccination du cheptel.

Une fois l'amélioration du produit de base réalisée, AVSF a incité les éleveurs à s'organiser et à se regrouper en coopératives laitières. Cette forme d'organisation permet aux éleveurs d'obtenir un revenu régulier toute l'année. Les familles peuvent ainsi régler leurs dépenses courantes : achat de produits de première nécessité, de scolarité, santé, habillement,...

En Haïti, les produits laitiers sont un enjeu alimentaire et économique pour ce pays insulaire, où 65 % de la population est rurale et pratique de petits élevages traditionnels dont l'élevage bovin (environ 700 000 familles). Au cours des

30 dernières années, le pays est devenu particulièrement déficitaire en lait, deuxième poste budgétaire d'importation de produits alimentaires après le riz. La filière laitière haïtienne fait face à de multiples difficultés : le lait est un produit très périssable et doit être transformé pour être conservé plus longtemps, alors que le manque de capital et d'infrastructures est flagrant ; les périodes de surproduction et de rareté alternent, sur un marché dominé par le lait en poudre importé et rémunérant très mal les éleveurs ; ces derniers sont peu formés et peu organisés.

Dans ce contexte difficile, l'ONG haïtienne Veterimed avec le soutien d'AVSF, a mis en place avec des groupements d'éleveurs un réseau de très petites laiteries en milieu rural qui organisent la production et la transformation et commercialisent sous la marque « *Lèt Agogo* » (« Du lait en abondance ») du lait stérilisé en bouteille, du lait pasteurisé en sachet et des yaourts. Après plus de dix ans de travail, le réseau *Lèt Agogo* compte aujourd'hui 30 laiteries associées à environ 2 500 petits éleveurs qui possèdent chacun entre une et huit vaches. La production journalière moyenne de l'ensemble des minilaiteries atteint actuellement environ 3 500 litres. Ces produits laitiers

SAUVONS L'ÉLEVAGE PAYSAN DANS LES PAYS DU SUD !



ont longtemps été distribués dans des petites boutiques et supérettes de Port-au-Prince. Depuis 2007, le Réseau Let Agogo accompagné par Veterimed, fort de sa reconnaissance, a réussi à engager avec l'Etat haïtien un partenariat dans le cadre du Programme National de Cantines Scolaires, pour l'approvisionnement de plus de cinquante écoles rurales.

Un programme complémentaire d'investissement solidaire - le programme « *Mamàn Bèf* » mis en œuvre en partenariat par Veterimed, le Collectif Haïti France et AVSF - a également permis à ce jour à plus de 550 familles, dont 60 % sont gérées par des femmes, d'accéder à une vache, de constituer

un cheptel et de générer un revenu de la vente de leur lait aux laiteries. Les impacts de ces efforts sur les revenus des familles paysannes extrêmement pauvres, sur l'emploi rural et en toute fin sur la sécurité alimentaire de nombreuses familles rurales et urbaines et sur la souveraineté alimentaire du pays sont indéniables. En 10 ans, le prix moyen au producteur a été multiplié près de cinq fois en passant d'environ 0,08 €/l à 0,45 €/l. Les produits *Lèt Agogo* sont plus accessibles à la population puisque le yaourt et le lait stérilisé aromatisé local se vendent moitié moins cher que ceux importés.



AVEC LE SOUTIEN DE :



www.sauvonslelevagepaysan.org

Contact : Christophe LEBEL - Responsable communication AVSF / c.lebel@avsf.org - 01 43 94 73 48